Les TIC attirent les budgets de R&D

Description

Le leader mondial et le leader européen de la recherche industrielle appartiennent tous deux au secteur des technologies de l'information et de la communication, puisqu'il s'agit respectivement, de Microsoft et de Nokia. L'indicateur de mesure de « l'intensité de la recherche », budget R&D sur chiffre d'affaires, des entreprises relevant du secteur des TIC devient comparable à celui des entreprises de secteurs traditionnellement très actifs en matière de recherche comme la pharmacie.

Cinq entreprises européennes appartenant au secteur des technologies de l'information sont classées parmi les cinquante premières sociétés mondiales qui investissent le plus dans la recherche industrielle, contre douze pour l'industrie de l'automobile et 7 à l'industrie pharmaceutique. En 2007, les budgets consacrés à la recherche et développement (R&D) en Europe ont augmenté de 8,8 %, selon « The 2008 EU Industrial R&D Investment Scoreboard ». Établi par la Commission européenne, annuellement depuis 2004, ce tableau de bord portant sur 2 000 entreprises dans le monde entier indique une diminution de l'écart entre l'Europe et les États-Unis. Pour la première fois depuis que ce bilan statistique existe, on constate que les investissements des entreprises européennes dans la recherche, tous secteurs confondus, ont augmenté davantage que les investissements en R&D de leurs homologues américaines (8,6 %), tandis que les entreprises japonaises ont, de leur côté, augmenté leurs dépenses en recherche de 6,3 %. De même, la part du budget R&D dans le chiffre d'affaires des entreprises a également progressé davantage en Europe qu'aux États-Unis. Elle reste cependant très inférieure, à 2,7 % en moyenne pour les entreprises européennes, contre 4,5 % pour les entreprises américaines.

Cette différence s'explique par le développement très important aux États-Unis des secteurs des technologies de l'information et de la communication (TIC) et des biotechnologies, qui investissent beaucoup dans la recherche. Ayant consacré 5,5 milliards d'euros, soit 13,5 % de son chiffre d'affaires, dans la R&D en 2007, Microsoft est le numéro un mondial de la recherche industrielle. Son budget recherche et développement est égal à celui du géant de l'automobile General Motors, dont le chiffre d'affaires est pourtant trois fois supérieur.

Le secteur de la pharmacie est celui qui investit le plus dans la recherche, en moyenne 19,2 % de son chiffre d'affaires en 2007. Néanmoins, les investissements dans la recherche se développent de plus en plus dans le secteur des technologies de l'information et de la communication dont le ratio R&D/CA atteint 18,3 % en moyenne.

Le numéro un européen de la recherche est le finlandais Nokia. En 2007, le premier fabricant mondial de téléphones portables a investi 5,2 milliards d'euros en R&D, un peu plus de 10 % de son chiffre

d'affaires. Son budget recherche avait augmenté de + 42 % par rapport à 2006.

L'investissement total des huit premiers groupes du classement en matière de R&D s'élève à 42 milliards d'euros, un montant quasiment équivalent à l'ensemble des dépenses publiques et privées dans la recherche en France, 42,9 milliards pour 2008. Selon l'enquête de la Commission européenne, environ 373 milliards d'euros ont été consacrés à la recherche dans le monde. Les Etats-Unis, l'Europe et le Japon réalisent 90 % de ces investissements, soit respectivement 38,4 %, 32,2 % et 18,4% du total. En Europe, l'Allemagne est le pays qui dépense le plus en R&D avec 10,9 % du total mondial, suivi de la France (6,7 %), du Royaume-Uni (5,2 %), des Pays-Bas (2,3 %), de la Suède (1,9 %), de la Finlande (1,7 %) et de l'Italie (1,4 %).

Les dépenses de recherche du secteur privé en Europe ne dépassent pas en moyenne les 1 % du PIB. En France, l'investissement privé dans la recherche est passé de 1,21 % du PIB en 2000 à 1,12 % en 2008. En Allemagne et aux Etats-Unis, ce pourcentage est de 1,68 % en 2008. L'objectif des 3 % (2/3 privé et 1/3 public) pour 2010, fixé par la Commission européenne lors de la conférence de Lisbonne n'est pas encore atteint. La composition de l'industrie française explique la faiblesse des investissements nationaux en R&D. L'automobile, le nucléaire ou encore l'agroalimentaire dépensent moins en recherche que les biotechnologies, les techniques de l'information et de la communication ou l'électronique grand public, secteur quasi inexistant en France. A titre d'exemple, Danone se situe au 115^e rang européen pour la R&D, avec un investissement de 142 millions d'euros. Le groupe nucléaire Areva consacre à la recherche un montant trois fois plus faible que celui de l'entreprise allemande de logiciels SAP, 570 millions d'euros contre 1,45 milliard d'euros. L'éditeur de logiciels français Dassault Systèmes a investi davantage en recherche que l'avionneur Dassault, 292 millions d'euros contre 265 millions en 2007.

La faiblesse du ratio R&D / PIB en Europe s'explique également par la délocalisation de plus en plus fréquente des activités de recherche. Selon le rapport intitulé « Global Innovation 1 000 » réalisé par le cabinet de conseil en stratégie américain Booz & Compagny, les 1 000 entreprises dans le monde ayant les budgets de recherche les plus élevés ont dépensé davantage, à l'étranger que sur leur territoire, soit 55 % de leur budget. Les auteurs du rapport constatent que les entreprises s'appuyant le plus sur la mondialisation en matière de R&D sont celles qui obtiennent les meilleurs résultats financiers. Leur performance ne peut s'expliquer par les économies réalisées sur la masse salariale puisque ces entreprises implantent leurs laboratoires de recherche dans les pays industrialisés. Les transferts de budgets de recherche se font principalement entre les Etats-Unis, l'Europe et le Japon. Les entreprises américaines sont de loin celles qui expatrient le plus leur R&D, devant le Japon et la Suisse. En 2007, 80 sociétés américaines, parmi celles qui ont dépensé le plus dans la recherche, ont investi plus de 80 milliards de dollars à l'étranger, le double du montant consacré par des entreprises étrangères dans la recherche aux Etats-Unis.

En Europe, l'Allemagne dépense plus à l'international en R&D qu'elle ne reçoit d'investissements de laboratoires étrangers, à l'inverse de la Grande-Bretagne. Ces flux s'équilibrent en France, dans les deux sens, à 20 milliards de dollars en 2007. Dans les secteurs de l'informatique et de l'électronique, le objectif

principal de la délocalisation est la découverte de nouveaux talents et de recherche de créativité. Le constructeur informatique Hewlett-Packard dépense près de 80 % de son budget recherche hors des Etats-Unis, en Angleterre, Israël, Inde, Russie, Chine ou au Japon. Le groupe Microsoft, qui a dépensé 600 millions de dollars en recherche et développement en Europe en 2007, a annoncé, pendant l'automne 2008, la création d'un centre de recherche technologique en Europe. Basés à Paris, Londres et Munich, trois laboratoires sont spécialisés dans le développement d'applications de recherche sur Internet. Le géant américain compte déjà une quarantaine de laboratoires dans le monde entier, dont certains travaillent avec les universités de Cambridge, de Liège, de Madrid ou de Porto. En France, Microsoft collabore depuis janvier 2007 avec l'INRIA (Institut national de recherche en informatique et en automatique), dans le cadre d'un laboratoire commun travaillant sur la sécurité et la fiabilité des logiciels, ainsi que sur les interactions entre l'informatique et les autres sciences. En janvier 2009, la société américaine Yahoo ! inaugurait en France, à Grenoble, l'un de ses principaux centres de recherche et de développement en Europe, employant 230 personnes.

Partout dans le monde, les Etats ont adopté diverses mesures pour encourager l'implantation de laboratoires sur leur territoire. En Europe, l'Espagne et la France sont les deux pays proposant les systèmes les plus avantageux en matière de crédits d'impôt pour la recherche. La Commission européenne, de son côté, accorde des subventions aux laboratoires nationaux et étrangers. Enfin, la création de pôles de compétitivité, regroupant dans un même lieu des centres de recherche publics et privés, est favorisée par des allègements de charges fiscales ou sociales.

Sources :

- « Monitoring industrial research : The 2008 EU industrial R&D investment Scoreboard », European Union, octobre 2008, 100 p. in http://iri.jrc.ec.europa.eu/research/docs/2008/Scoreboard_2008.pdf
- « Hausse des investissements en R&D : les entreprises européennes dépassent les entreprises américaines pour la première fois en cinq ans », Press Releases, IP/08/1504, 15 octobre 2008 in european.eu.
- « Microsoft ouvre trois centres de recherche en Europe », Emmanuel Paquette, lesechos.fr, 3 octobre 2008.
- « Innovation : l'écart entre l'Europe et les Etats-Unis est stabilisé », Annie Kahn, *Le Monde*, 17 octobre 2008.
- « Microsoft, numéro un mondial de la recherche », Alain Perez, *Les Echos*, 23 octobre 2008.
- « Recherche : les firmes plus internationales que jamais », Annie Kahn, *Le Monde*, 20 novembre 2008. « Yahoo ! à Grenoble », *Stratégies Télécoms & Multimedia*, in strategiestm.com, 5 janvier 2009.

Categorie

1. Techniques

date créée

21 décembre 2008

Auteur
françoise